

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 3521

[C — 2007/29184]

19 JULI 2007. — Decreet houdende instemming met het gezamenlijk Verdrag van de Raad van Europa en Unesco betreffende de erkenning van de bekwaamheidsbewijzen in het hoger onderwijs in de Europese Regio, aangenomen te Lissabon op 11 april 1997 en ondertekend door België op 7 maart 2005 (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Het gezamenlijk verdrag van de Raad van Europa en Unesco betreffende de erkenning van de bekwaamheidsbewijzen in het hoger onderwijs in de Europese regio, aangenomen te Lissabon op 11 april 1997 en ondertekend door België op 7 maart 2005, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 juli 2007.

De Minister-Presidente,
belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek
en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
Cl. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

—
Nota

(1) *Zitting 2006-2007*

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 434-1. - Verslag nr. 434-2.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 17 juli 2007.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 3522

[C — 2007/29180]

20 JUILLET 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 127 et 129 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, spécialement l'article 1^{er};

Vu le décret spécial du 13 juillet 1999 visant à augmenter le nombre maximum de membres du Gouvernement de la Communauté française en exécution des articles 123, § 2, de la Constitution et 63, § 4, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée par la loi du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité qu'a le Gouvernement de la Communauté française, constitué en application de l'article 60 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 précitée, d'assurer la continuité du service public;

Sur proposition de la Ministre-Présidente;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 2007,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1. "Ministre" : un Ministre, Membre du Gouvernement de la Communauté française;
2. "Loi spéciale" : la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, spécialement l'article 1^{er}.

Art. 2. Mme Marie Arena, Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire est compétente pour :

1. la coordination de la politique gouvernementale et celle de sa communication;
2. les relations intra-belges;
3. la saisine, au nom du Gouvernement, du Comité de concertation Gouvernement fédéral - Gouvernement des Communautés et des Régions;
4. les relations avec le Parlement;
5. la coordination de la politique dans le domaine de l'égalité des chances et l'interculturalité;
6. la gestion des bâtiments administratifs;
7. la répartition des moyens de la loterie;

8. la coordination de la task force administrative composée des représentants des administrations, des pararégionaux et autres organismes publics ou parapublics concernée par le plan stratégique de développement du capital humain, des connaissances et des savoir-faire;

9. l'enseignement, tel que défini à l'article 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, de la Constitution, en ce compris :

- 1) l'enseignement fondamental;
- 2) l'enseignement secondaire;
- 3) les bâtiments scolaires;
- 4) la matière définie à l'article 4, 11^o, de la loi spéciale, à l'exception des missions confiées à l'O.N.E.;
- 5) la reconversion et le recyclage professionnels;
- 6) l'enseignement à distance, l'enseignement artistique à horaires réduits;
- 7) l'enseignement artistique de niveau secondaire;
- 8) l'inspection de l'enseignement;
- 9) les activités parascolaires, les auxiliaires de l'enseignement et l'information;
- 10) la formation postscolaire et parascolaire;

11) les statuts des personnels de l'enseignement obligatoire et de promotion sociale, à l'exception de l'enseignement supérieur;

- 12) la formation intellectuelle, morale et sociale;
- 13) les centres psycho-médico-sociaux;
- 14) l'enseignement spécialisé;
- 15) les écoles européennes;
- 16) l'orientation scolaire;
- 17) le pilotage interréseaux.

Art. 3. Mme Marie-Dominique Simonet, Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales, est compétente pour :

1. les relations internationales et européennes;
2. l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, en ce compris :

- 1) l'enseignement universitaire;
- 2) la recherche scientifique;

3) les crédits de recherches fondamentales provenant des S.P.P.S., de la Santé publique, des Affaires économiques et ceux destinés au F.N.R.S. et à l'I.R.S.I.A.;

- 4) l'enseignement supérieur non universitaire, de type court et de type long;
- 5) l'enseignement artistique de niveau supérieur, y compris les conservatoires;
- 6) les statuts du personnel de l'enseignement supérieur;
- 7) les allocations et prêts d'études;
- 8) l'encouragement à la formation des chercheurs;
- 9) l'Académie royale des Sciences.

Art. 4. M. Michel Daerden, Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports est compétent pour :

1. le budget de la Communauté française;
2. les finances de la Communauté française;
3. la fonction publique;
4. l'informatique administrative, la simplification administrative et l'e-government;
5. la fonction publique des organismes d'intérêt public;
6. les sports en ce compris la lutte contre le dopage.

Art. 5. Mme Fadila Laanan, Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel est compétente pour :

1. la radiodiffusion et la télévision, à l'exception de l'émission des communications du Gouvernement fédéral;
2. le soutien à la presse écrite;
3. la médiathèque et services similaires;
4. l'aide au cinéma;
5. les matières culturelles, telles que :
 - 1) les beaux-arts;
 - 2) la défense et l'illustration de la langue;
 - 3) les bibliothèques;
 - 4) la formation artistique.
- 5) les centres d'expression et de créativité;
- 6) le patrimoine culturel, les musées et les autres institutions scientifiques culturelles;
- 7) l'éducation permanente et l'animation culturelle;
- 8) la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 6. M. Marc Tarabella, Ministre de la Jeunesse et de l'enseignement de Promotion sociale est compétent pour la politique de la jeunesse et l'enseignement de promotion sociale.

Art. 7. Mme Catherine Fonck, Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé, est compétente pour les matières suivantes :

1. L'aide aux personnes visée à l'article 5, § 1^{er}, II, de la loi spéciale et ce, sans préjudice de l'article 138 de la Constitution et des décrets pris en exécution de celui-ci;

2. les centres de vacances, notamment pour ce qui concerne les matières définies aux articles 4 et 5 de la loi spéciale et ce, sans préjudice de l'article 138 de la Constitution et des décrets pris en exécution de celui-ci;

3. l'Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.);

4. l'accueil de l'Enfance;

5. la politique de la santé visée à l'article 5, § 1^{er}, I, de la loi spéciale et ce, sans préjudice de l'article 138 de la Constitution et des décrets pris en exécution de celui-ci.

Art. 8. Chaque Ministre du Gouvernement est compétent pour les matières de recherche scientifique appliquée dans les limites de ses attributions.

Chaque Ministre a autorité sur le personnel de l'Administration relevant de ses attributions.

Art. 9. Les projets de décrets et les arrêtés, délibérés en Gouvernement, sont signés par le Ministre qui a, dans ses attributions, la matière qui fait l'objet du projet de décret ou de l'arrêté.

Les arrêtés et décisions du Gouvernement, en matière de fonction publique des organismes d'intérêt public, sont signés, conjointement, par le Ministre chargé de la Fonction publique et le ou les Ministre(s) exerçant la tutelle sur les organismes d'intérêt public concernés.

Les arrêtés et décisions du Gouvernement, en matière de statut des personnels de l'Enseignement, sont cosignés par les Ministres responsables et le Ministre chargé de la Fonction publique.

Art. 10. Dans le cas où une délégation a été accordée, conformément à l'arrêté portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, les arrêtés sont signés par le Ministre auquel cette délégation a été accordée.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un Ministre, celui-ci peut désigner le Ministre habilité à signer en son nom et pour son compte.

Art. 11. La signature des décrets et arrêtés peut reprendre, dans le titre du Ministre, la seule mention relative à la matière qui fait l'objet des décrets et arrêtés.

Les décrets et arrêtés du Gouvernement sont contresignés par la Ministre-Présidente.

Art. 12. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 juillet 2004 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française est abrogé.

Art. 13. Le présent arrêté produit ses effets à dater du 20 juillet 2007.

Art. 14. Les Ministres sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 juillet 2007.

Mme M. ARENA,

La Ministre-Présidente, Ministre de l'Enseignement obligatoire

Mme M.-D. SIMONET,

La Vice-Présidente,

Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales

M. DAERDEN,

Vice-Président, Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports

Mme F. LAANAN,

Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel

M. TARABELLA,

Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale

Mme C. FONCK,

Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 3522

[C — 2007/29180]

20 JULI 2007. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 127 en 129 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het bijzonder decreet van 13 juli 1999 houdende verhoging van het maximaal aantal leden van de Regering van de Franse Gemeenschap in uitvoering van de artikelen 123, § 2, van de Grondwet en 63, § 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de bijzonder dringende noodzakelijkheid om, voor de Regering van de Franse Gemeenschap, samengesteld met toepassing van artikel 60 van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, voor de continuïteit van de openbare dienst te zorgen;

Op de voordracht van de Minister-President;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juli 2007,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

« Minister » : een Minister, Lid van de Regering van de Franse Gemeenschap;

« Bijzondere wet » : de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid artikel 1.

Art. 2. Mevr. Marie Arena, Minister-Presidente, belast met het leerplichtonderwijs, is bevoegd voor :

1. de coördinatie van het regeringsbeleid en van de mededelingen in verband daarmee;
2. de intra-Belgische betrekkingen;
3. het aanhangig maken van conflicten, in naam van de Regering, bij het Overlegcomité Federale Regering – Regering van de Gemeenschappen en Gewesten;
4. de betrekkingen met het Parlement;
5. de coördinatie van het beleid op het gebied van gelijke kansen en interculturele betrekkingen;
6. het beheer van de administratieve gebouwen;
7. de verdeling van de middelen van de loterij;
8. de coördinatie van de administratieve task force, samengesteld uit de vertegenwoordigers van de administraties, de pararegionale instellingen en andere openbare of para-openbare instellingen, betrokken bij het strategisch plan voor de ontwikkeling van de human resources, kennis en knowhow;
9. het onderwijs, zoals bepaald in artikel 127, § 1, eerste lid, 2°, van de Grondwet, met inbegrip van :
 - 1) het basisonderwijs;
 - 2) het secundair onderwijs;
 - 3) de schoolgebouwen;
 - 4) de aangelegenheid bepaald in artikel 4, 11°, van de bijzondere wet, met uitzondering van de opdrachten toegewezen aan de O.N.E.;
 - 5) de beroepsomscholing en -bijscholing;
 - 6) het afstandsonderwijs, het kunstonderwijs met beperkt leerplan;
 - 7) het kunstonderwijs van het secundair niveau;
 - 8) de inspectie van het onderwijs;
 - 9) de bijschoolse activiteiten, de hulpmiddelen voor het onderwijs en de informatie;
 - 10) de post- en parascolaire vorming;
 - 11) de statuten van het personeel van het leerplichtonderwijs en van het onderwijs voor sociale promotie, met uitzondering van het personeel van het hoger onderwijs;
 - 12) de intellectuele, morele en sociale vorming;
 - 13) de psycho-medisch-sociale centra;
 - 14) het gespecialiseerd onderwijs;
 - 15) de Europese scholen;
 - 16) de schooloriëntatie;
 - 17) de netoverschrijdende sturing.

Art. 3. Mevr. Marie-Dominique Simonet, Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen, is bevoegd voor :

1. de internationale en Europese betrekkingen;
2. het hoger onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek, met inbegrip van :
 - 1) het universitair onderwijs;
 - 2) het wetenschappelijk onderzoek;
 - 3) de kredieten voor fundamenteel onderzoek, afkomstig uit de Diensten voor Programmatie van het Wetenschapsbeleid, uit Volksgezondheid en Economische Zaken, en de kredieten bestemd voor het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek en het Instituut tot Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw;
 - 4) het niet-universitair hoger onderwijs, van het korte type en het lange type;
 - 5) het kunstonderwijs van het hogere niveau, met inbegrip van de conservatoria;
 - 6) de statuten van het personeel van het hoger onderwijs;
 - 7) de studietoelagen en -leningen;
 - 8) de aanmoediging van de opleiding van vorsers;
 - 9) de « Académie royale des Sciences ».

Art. 4. De heer Michel Daerden, Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport, is bevoegd voor :

1. de begroting van de Franse Gemeenschap;
2. de financiën van de Franse Gemeenschap;
3. de ambtenarenzaken;
4. de administratieve informatica, de administratieve vereenvoudiging en de e-government;
5. de ambtenarenzaken van de instellingen van openbaar nut;
6. de sport, met inbegrip van dopingbestrijding.

Art. 5. Mevr. Fadila Laanan, Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector, is bevoegd voor :

1. de radio-omroep en de televisie, met uitzondering van het uitzenden van mededelingen van de Federale Regering;

2. hulp aan de geschreven pers;
3. de mediatheek en de soortgelijke diensten;
4. steun aan de filmsector;
5. de culturele aangelegenheden, zoals :
 - 1) de schone kunsten;
 - 2) de bescherming en de luister van de taal;
 - 3) de bibliotheken;
 - 4) de artistieke vorming;
 - 5) de centra voor expressie en creativiteit;
 - 6) het cultureel patrimonium, de musea en de andere culturele wetenschappelijke instellingen;
 - 7) de permanente opvoeding en de culturele animatie;
 - 8) het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 6. De heer Marc Tarabella, Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie, is bevoegd voor het jeugdbeleid en het onderwijs voor sociale promotie.

Art. 7. Mevr. Catherine Fonck, Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid, is bevoegd voor de volgende aangelegenheden :

1. de bijstand aan personen bedoeld in artikel 5, § 1, II, van de bijzondere wet, onverminderd artikel 138 van de Grondwet en de ter uitvoering van dat artikel aangenomen decreten;
2. de vakantiecetra, inzonderheid voor de aangelegenheden bepaald in de artikelen 4 en 5 van de bijzondere wet, onverminderd artikel 138 van de Grondwet en de ter uitvoering van dat artikel aangenomen decreten;
3. de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (O.N.E.) (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn);
4. de opvang van jonge kinderen;
5. het gezondheidsbeleid bedoeld in artikel 5, § 1, I, van de bijzondere wet, onverminderd artikel 138 van de Grondwet en de ter uitvoering van dat artikel aangenomen decreten.

Art. 8. Iedere Minister van de Regering is bevoegd voor het toegepast wetenschappelijk onderzoek binnen de perken van zijn bevoegdheden.

Iedere Minister oefent het gezag uit op het personeel van het bestuur dat onder zijn bevoegdheden ressorteert.

Art. 9. De ontwerpen van decreet en de in de Regering overlegde besluiten worden ondertekend door de Minister tot wiens bevoegdheid de aangelegenheid waarop het ontwerp van decreet of besluit betrekking heeft, behoort.

De besluiten en beslissingen van de Regering, voor de ambtenarenzaken van de instellingen van openbaar nut, worden gezamenlijk ondertekend door de Minister belast met ambtenarenzaken en de Minister(s) die het toezicht uitoefent/uitoefenen op de betrokken instellingen van openbaar nut.

De besluiten en beslissingen van de Regering, inzake het statuut van het onderwijspersoneel, worden gezamenlijk ondertekend door de verantwoordelijke Ministers en door de Minister belast met ambtenarenzaken.

Art. 10. Ingeval een delegatie werd verleend overeenkomstig het besluit houdende regeling van de werking van de Regering, worden de besluiten ondertekend door de Minister aan wie deze delegatie werd verleend.

Bij afwezigheid of verhindering van een Minister kan deze de Minister aanwijzen die gemachtigd is om in zijn naam en opdracht te tekenen.

Art. 11. De ondertekening van de decreten en besluiten kan, in de titel van de Minister, alleen de vermelding bevatten van de aangelegenheid waarop de decreten en besluiten betrekking hebben.

De decreten en besluiten van de Regering worden door de Minister-Presidente medeondertekend.

Art. 12. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 juli 2004 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

Art. 13. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 20 juli 2007.

Art. 14. De Ministers worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 20 juli 2007.

Mevr. M., ARENA,
Minister-Présidente, Minister van Leerplichtonderwijs
Mevr. M.-D. SIMONET,
Vice-Présidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen
M. DAERDEN,
Vice-Président, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport
Mevr. F. LAANAN,
Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector
M. TARABELLA,
Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie
Mevr. C. FONCK,
Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 3523

[2007/202538]

12 JUILLET 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les tronçons du réseau électrique considérés comme "réseau de transport local" et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 déterminant les tronçons du réseau électrique considérés comme "réseau de transport local";

Vu la proposition CD- 7f26-CWaPE-167 de la CWaPE du 27 juin 2007;

Vu la consultation du gestionnaire de réseau de transport local en date des 12 décembre 2006, 12 mars et 25 mai 2007 et des gestionnaires de réseau de distribution;

Sur proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour la partie située en Région wallonne, les tronçons suivants sont considérés comme "réseau de transport local" au sens du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité :

1° Tronçons conçus pour 70 kV :

- Achène - Ciney - Florée (70/147-148);
- Achène - Dinant - Sommière - Hastière - Warnant - Bois-de-Villers (70/124-125-126);
- Achène - Hogue (S.N.C.B.) - Marche-en-Famenne (70/156-324);
- Amel (Amblève) - Sankt Vith (Saint-Vith) - Cierreux - Mont-lez-Houffalize (70/327-328-329);
- Amel (Amblève) - Stephanshof - Bévercé - Bütgenbach (70/330-331-332);
- Ampsin - Hermalle-sous-Huy - Clermont (70/444-453);
- Ampsin - Les Spagnes (70/454);
- Angleur - (Angleur gare) (70/416-417);
- Angleur - (Kinkempois haut) (70/428-447);
- Ans - Glain (70/461-462);
- Arlon (S.N.C.B.) - Bonnert - Arlon - Aubange (70/323-338-464);
- Aubange - Latour - Saint-Mard (70/344-345);
- Auvelais - Flawinne - Namur - Saint-Servais - Champion (70/105-155);
- Auvelais - Fosses-la-Ville - Bois-de-Villers (70/303-304);
- Auvelais - Gembloux (70/107);
- Auvelais - Gerpinnes - Hanzinelle - Neuville (70/127-149-150);
- Auvelais - Sombrefe (70/108);
- Awirs - Ehein - Clermont (70/413-414-429-430);
- Awirs - Flémalle - Jemeppe - Tilleur (70/431-434);
- Awirs - Ivoz-Ramet (70/465);
- Awirs - Ramet - Flémalle (70/441-442);
- Awirs - Rimière (70/421);